

D 987 NICARAGUA: TÉMOIGNAGE D'UN PRÊTRE EXPULSÉ

Le dernier conflit majeur entre le gouvernement et l'épiscopat national date de juillet 1984. Il s'était traduit en particulier par l'expulsion de dix prêtres étrangers (cf. DIAL D 959). Nous reproduisons aujourd'hui le témoignage du Père Mario Fiandri, religieux salésien de nationalité italienne. La version française ci-dessous, dont nous avons récemment pris connaissance, a été établie à partir du texte publié en allemand dans "Frankfurter Allgemeine Zeitung" du 20 septembre 1984, sous le titre "La vérité sur 'l'Eglise du peuple' au Nicaragua". Comparé à l'appel au dialogue des franciscains nicaraguayens (cf. DIAL D 979), ce témoignage donne la mesure du fossé qui sépare les deux sensibilités d'Eglise au Nicaragua.

Note DIAL

EXTRAIT DU JOURNAL DU P. MARIO FIANDRI

Lorsque ce lundi 9 juillet 1984 j'arrivai, vers 16 H 30, au centre de Managua, je me rendis d'abord à la sacristie, où un triste spectacle m'attendait: un groupe de personnes y pleuraient sans arrêt et sans avoir honte de leurs larmes. L'une des femmes présentes me dit: "Tout à l'heure, peu avant 15 H, les militaires sont venus et ont emmené le P. Montero (un prêtre de Costa Rica qui travaille dans la paroisse). Ils vous attendent pour vous emmener, vous aussi..."

J'allai du côté de la maison où se trouvent les bureaux. Là-bas, en effet, j'aperçus une voiture stationnée, occupée par deux militaires. Je me présentai à eux et leur demandai en quoi je pouvais leur être utile, et ce qu'ils désiraient de moi. L'un répondit qu'ils voulaient voir ma carte de séjour et mon passeport. Je leur dis que j'avais laissé ma carte de séjour au Bureau des sorties pendant mon voyage à l'étranger et que je n'avais pas encore eu le temps d'aller la reprendre. Quant à mon passeport, il se trouvait dans ma chambre.

Ils m'ordonnèrent d'aller le chercher immédiatement. En me rendant dans ma chambre, je rencontrai le P. Vidal qui m'expliqua ce qui était arrivé au P. Montero... Revenu auprès des militaires, avec mon passeport, je dis au chef: "Ecoutez, mon ami, nous ne sommes plus des enfants, mais des adultes et des hommes mûrs. Je sais très bien ce qui est arrivé au P. Montero... "Dites-moi sans ambages quelles sont vos intentions à mon égard. Si je suis sûr que vous voulez m'emmener pour m'expulser du pays, je prendrai avec moi les affaires qui me sont les plus chères et importantes, par exemple la photo de ma mère et de mes proches. J'emporterai aussi un peu de linge et prendrai congé de mes confrères."

"Non, me répondit l'officier, ne vous faites pas de souci. Vous devez nous accompagner au Bureau des immigrants pour éclaircir quelques points, et nous rentrerons ensuite..." Son ton me faisait douter de la vérité de ses paroles. En tout cas, me dirent-ils, je devais me dépêcher. Je n'eus donc le temps que de faire un signe rapide au P. Vidal avant de monter dans la voiture.

En voyant cela, les jeunes et les travailleurs de notre centre se pressèrent autour du véhicule. Ils demandaient une explication et essayèrent en vain d'empêcher mon enlèvement. Ils ne réussirent qu'à frapper la voiture de leurs poings en criant: "Crapules, assassins... Vous voulez éliminer les salésiens, mais on vous éliminera avant eux, car vous, personne ne peut vous supporter, tandis que les salésiens, eux, nous voulons tous les supporter."

Je sentis mon coeur se serrer et des larmes couler sur mes joues. Je n'avais jamais vu mes jeunes pleurer avec tant de douleur et de chagrin... Je dus les quitter sans pouvoir leur dire adieu.

Nous nous éloignâmes, et la voiture prit tout de suite une direction opposée à celle du Bureau des immigrants, c'est-à-dire vers l'aéroport.

A l'aéroport m'attendait le capitaine Mario Mejía, responsable des services de l'immigration. Je lui dis aussi poliment que possible: "Mon commandant, je respecte toutes les décisions que vous avez prises à mon égard, mais je vous saurais gré de m'aider à comprendre les raisons de cette décision." "On vous donnera des explications après", fut sa réponse. Accompagné et "protégé" par plusieurs militaires, je fus conduit dans une vaste salle. Je constatai alors avec douleur et surprise que cinq autres prêtres, y compris trois salésiens, se trouvaient là, arrêtés de la même façon que moi.

Le commandant Mejía réapparut après un certain temps, et je lui demandai encore une fois de m'expliquer les raisons de mon expulsion. En évitant toujours mon regard, il dit: "Certains considèrent ceci comme une affaire personnelle, d'autres pensent que la situation actuelle nous oblige à prendre cette mesure." On amenait sans cesse d'autres prêtres qui se joignaient à nous. A la fin, nous étions huit, mais l'ambassadeur d'Espagne nous dit qu'il en manquait encore deux. Dix prêtres, en tout, devaient être expulsés du pays.

On me communiqua alors que l'ambassadeur d'Italie, Arrigo López Celly et le responsable de la nonciature, Mgr Jean-Paul Gobbels m'attendait dans une autre salle, sous la surveillance de quelques militaires. Mgr Gobbels me dit que mon expulsion l'étonnait. L'ambassadeur me demanda si je connaissais les raisons de cette mesure, si j'avais, par exemple, signé quelque texte contre le gouvernement. Je répondis "non". Il me demanda ensuite si j'avais signé un télégramme de protestation qui avait été adressé au ministre de l'intérieur, Tomás Borge, à propos du "cas Peña". Je lui répondis que je n'avais même pas entendu parler d'un tel télégramme. Il me demanda enfin si j'avais participé à une manifestation silencieuse de solidarité avec le P. Luis Amando Peña, qui avait pris publiquement position en faveur du conseil presbytéral du diocèse. Une fois de plus, je ne pouvais répondre que par la négative...

Vers 19 H, un autre militaire fit son entrée et dit qu'il était temps de partir. Je me rendis vers l'avion, toujours entouré de militaires. En

rencontrant de nouveau le commandant Mejía, je lui dis: "Mon commandant, je m'en vais maintenant. Je voudrais seulement que tu puisses regarder au fond de mon cœur et voir la douleur et le chagrin que j'éprouve en quittant ces hommes et ce pays que j'ai tant aimés... Si je dois m'en aller, laisse-moi au moins partir en paix et content, et dis-moi pourquoi ton gouvernement m'a expulsé, car je n'en ai pas la moindre idée..." Sa réponse: "Nous avons eu trop de patience, nous avons trop supporté... Il fallait prendre enfin une décision." Je répliquai: "Pourquoi vous fallait-il prendre cette décision? Et pourquoi dans mon cas concret? Qu'ai-je fait pour vous obliger à prendre cette mesure?" "Toi, tu n'as rien fait - et il me tourna le dos - mais nous étions obligés de prendre cette décision."

San José de Costa Rica, le 10 juillet

J'étais en train de m'entretenir avec ma mère au téléphone, lorsque mes confrères salésiens de l'autre institut de San José vinrent me voir. Nous étions tous choqués de ce qui était arrivé, ne pouvant presque y croire. Mais nous étions tous d'accord qu'il ne s'agissait pas là d'une mesure personnelle prise contre chacun de nous, mais d'un coup bien médité contre l'Eglise et, en particulier, contre le diocèse de Managua et son archevêque, Miguel Obando. C'était d'autant plus évident que nous occupions tous des postes clés dans les divers secteurs de la pastorale du diocèse: parmi les travailleurs agricoles, les jeunes, les pauvres et les marginaux, ainsi que dans les écoles catholiques et les paroisses, qui étaient très fréquentées. Il était clair que tout cela n'était pas un fruit du hasard, même s'il n'y avait contre nous aucune accusation personnelle pouvant justifier notre expulsion. On voulait porter une espèce de coup mortel à tout ce que nous représentions comme prêtres fidèles à notre vocation.

Vers 10 heures nous nous rendîmes à la cathédrale pour célébrer la messe à laquelle nous avait invités Mgr Arrieta lors de notre arrivée. Après la messe, Mgr Arrieta nous invita à donner une conférence de presse. Un journaliste demanda: "Est-il vrai que vous, les prêtres, n'êtes pas autorisés à vous mêler d'affaires politiques?" Je répondis: "En ce qui me concerne, je ne me suis jamais mêlé de politique. J'ai agi ainsi par principe et parce que la politique ne m'intéresse pas. Je suis un prêtre du Christ, et non pas un homme politique. J'estime, cependant, que le gouvernement actuel du Nicaragua regarde et juge ce problème d'un autre point de vue. En tant que prêtre et salésien qui exerce son activité missionnaire auprès de la jeunesse, je dois, si je ne veux pas trahir ma vocation spécifique, présenter les valeurs chrétiennes telles qu'elles sont, sans compromis ni déformations. Je dois donc m'appliquer à former des consciences chrétiennes à la lumière de l'Evangile. Et, en fait, il peut arriver que certaines valeurs chrétiennes ne s'harmonisent pas, voire soient en contradiction avec des valeurs prônées par le gouvernement. Celui-ci estime alors que nous sommes dans l'opposition ou que nous nous mêlons de politique..." Tel n'est pas le cas, cependant. Nous n'avons rien à voir avec une opposition contre le gouvernement ou avec la politique. Nous sommes tout simplement des prêtres fidèles aux valeurs du christianisme auxquelles nous ne pouvons pas renoncer. Comme il est écrit dans les Actes des Apôtres, il faut obéir à Dieu plus qu'aux hommes. L'accusation du gouvernement que nous nous mêlons de politique n'est qu'une excuse, une illusion et une déformation de la réalité. C'est une manière de justifier notre expulsion, qui est injustifiable... La vraie raison de cette expulsion il faut la chercher dans le monopole idéologique que le gouvernement sandiniste veut avoir dans tous les domaines et sur tous les plans; c'est pourquoi il voit l'Eglise comme une dangereuse

concurrente. Prenons le cas concret du service militaire obligatoire, à l'égard duquel la Conférence des évêques du Nicaragua a fait connaître sa position par une lettre pastorale où l'on présente l'objection de conscience comme une possibilité de se refuser à participer aux actions de guerre, et comme un droit de l'homme. En tant que prêtre, ma valeur n'est pas en ce que je suis personnellement, mais dans mon caractère de représentant de l'Eglise.

Or, dans la question de l'objection de conscience, je défends une position qui n'a rien à voir avec mes opinions personnelles ni avec un "se mêler de politique"; je défends la doctrine du Concile et celle des évêques du Nicaragua. Même si je reconnais la valeur du service militaire et sa légitimité, je ne peux accepter le fait qu'un objecteur de conscience soit considéré, "eo ipso, sic et simpliciter", comme un traître à sa patrie ou un assassin qui ne mérite que la prison à vie (comme les slogans du gouvernement l'affirment). Je ne peux accepter non plus qu'on traite l'objecteur de conscience, tout court, de "bon à rien" ou d'homosexuel qui n'a aucune utilité dans la société (comme le P. Ernesto Cardenal l'avait affirmé quand il était encore le deuxième chef national de la Jeunesse sandiniste) (1). Je ne voudrais pas entrer ici dans le problème posé par la loi actuelle sur le service militaire au Nicaragua, qui accorde juridiquement plus de droits à un criminel qu'à un objecteur de conscience. En somme, le prêtre qui, au nom de l'Eglise, prend publiquement position sur certaines questions relatives à la valeur de la personne humaine, ce prêtre-là se mêle de politique.

L'Eglise a le droit d'exposer son point de vue, et le gouvernement a le devoir de le respecter. Surtout lorsque ce gouvernement ne cesse de déclarer qu'il veut défendre la liberté dans la pluralité. Le gouvernement n'a pas le droit de se renfermer dans une attitude totalitariste et monopoliste qui ignore et condamne tout ce qui n'est pas "la voix de son maître". C'est ainsi, en effet, qu'il interdit la liberté de conscience et transforme le pays en une grande prison intellectuelle. Quand un prêtre défend la doctrine de l'Eglise, le gouvernement devrait, s'il n'était pas d'accord avec cette doctrine, juger, attaquer et punir courageusement et ouvertement l'Eglise comme telle, au lieu de s'en prendre à quelques-uns de ses membres, et notamment aux prêtres. C'est à mon avis une bassesse et une perfidie que de continuer à dire - à dire seulement! - que la religion et la liberté des cultes sont respectées au Nicaragua.

A la fin, une journaliste posa la question suivante: "Pourquoi y a-t-il tant de salésiens parmi les prêtres expulsés par le gouvernement? Maintenant il y en a quatre sur dix, et ces deux dernières années il y en avait trois autres."

Je lui répondis: "Peut-être pouvons-nous citer ici le témoignage du premier chargé d'affaires de la Nonciature au Nicaragua pendant les années après la guerre de 1979, Mgr Pietro Sambì. Peu après la chute de Somoza, il vint pour la première fois visiter notre centre de jeunes 'Don Bosco'. Il fut très impressionné par le grand nombre de personnes, et surtout de jeunes, qui le fréquentaient... Pendant les week-ends nous y recevions environ 10.000 personnes. Avant de rentrer à la Nonciature, il me dit: 'Mario, tu es jeune, je voudrais te prévenir dès maintenant pour que tu n'aies pas peur quand cela arrivera... Avec ce gouvernement, vous autres, les salésiens, vous serez les premiers à "décoller"... Vous partirez les premiers, non pas parce que vous aurez fait quelque chose à quelqu'un, mais parce que vous attirez trop les jeunes, vous avez trop de jeunes entre vos mains... Un tel gouvernement ne tolérera jamais votre monopole de la jeunesse."

(1) Il semble y avoir erreur sur la personne, étant donné que c'est le P. Fernando Cardenal qui était, exactement, vice-coordonateur de la jeunesse sandiniste (NdE).

San José de Costa Rica, jeudi 12 juillet.

L'après-midi nous étions invités au grand séminaire de San José où se trouvaient alors presque tous les prêtres du pays, réunis pour une session sur le nouveau Droit canon. Ils voulaient une information vraie et de première main sur notre expulsion et la situation réelle de l'Eglise au Nicaragua, ainsi que sur les rapports gouvernement-Eglise et l'Eglise dite "du peuple" qui jouit de la protection du gouvernement sandiniste. Certaines questions me furent adressées personnellement. Par exemple, on me demanda ce que je pensais de cette "Eglise du peuple" et ce qu'elle représentait en réalité.

Voici ma réponse:

Celle qu'on nomme "Eglise du peuple" ou "Eglise des pauvres" n'est ni l'un ni l'autre... Avant de faire quelques remarques d'ordre pratique à ce sujet, je voudrais d'abord éclaircir certaines notions. Il s'agit de notions utilisées en propre par la plupart des représentants de l'Eglise du peuple - laïcs, prêtres ou religieux - qui sont dans les communautés de base.

Il est vrai que l'Eglise est constituée par le peuple, mais il est également vrai qu'elle n'est pas née du peuple, mais de la volonté et du sacrifice du Christ qui est à la fois sa source et son but, et qui garantit sa continuité ainsi que sa présence historique. Les peuples peuvent bien cesser d'exister, mais l'Eglise demeure... Certes, l'Eglise n'est pas constituée par les seuls évêques, mais il n'y a pas d'Eglise sans évêques. Ils sont ses pasteurs légitimes et ceux qui, malgré leurs limites, leurs défauts, voire leurs péchés, continuent l'oeuvre et la mission du Christ. A partir du moment où l'obéissance à un "prince" ou leader prend plus d'importance que l'obéissance aux pasteurs et la fidélité à la conférence épiscopale; où l'on est prêt à critiquer publiquement les directives de l'Eglise et des évêques, et à s'en distancer, sans jamais montrer - publiquement ou en privé - la moindre volonté d'en faire autant à l'égard du gouvernement, même quand il s'agit de crimes publics et scandaleux; à partir de ce moment, il est évident que nous n'avons pas devant nous l'Eglise du Christ, mais un groupe qui n'en est que la caricature, ayant perdu la vraie identité ecclésiale. Bien plus, un groupe qui profane le nom de l'Eglise au détriment du Corps du Christ et de ses fidèles.

Après ces remarques plutôt théoriques, venons-en à quelques points concrets. Notre question, à vrai dire, ne concerne pas une Eglise "du peuple", car cette Eglise n'est constituée ni suivie par aucun peuple... En fait, elle se compose de 10% à peine de l'ensemble des prêtres et des religieux. Je tire cette information des paroles mêmes du P. Uriel Molina, l'un des leaders charismatiques de ce groupe. Au début de cette année (1984), il m'a dit, devant un journaliste, que chaque fois qu'il organise une fête spéciale ou une cérémonie importante, il réussit à réunir environ 80 personnes. Quand on pense que le pays entier compte quelque 800 prêtres et religieux, cela représente 10%.

Pour ce qui est des fidèles, l'Eglise "du peuple" atteint plus ou moins 5% de la population du pays. Si quelqu'un ne me croit pas, il peut vérifier ce chiffre. A plusieurs reprises, lorsque des journalistes étrangers m'ont posé des questions, je leur ai répondu: "Ne vous fiez pas seulement à mes affirmations. Voici les adresses des autres paroisses et même les horaires des services religieux. Allez-y vous-mêmes et vérifiez les taux de participation." Et quand ils revenaient, après avoir tout vu de leurs propres yeux, ils confirmaient plus ou moins ces chiffres.

Les membres de l'Eglise du peuple ne sont pas nombreux, encore qu'ils semblent l'être. On dirait parfois qu'ils constituent une majorité, parce qu'ils se font de la réclame à cor et à cri, et parce qu'il leur est possible d'utiliser l'appareil du Parti et de se servir de ses organisations correspondantes. Ces organisations de masse s'identifient souvent avec les communautés de base. En outre, tout ce qui est fait ou dit dans l'Eglise du peuple est extraordinairement amplifié par les moyens de communication du gouvernement qui fait de son mieux pour diviser l'Eglise et y soulever des oppositions. Il n'y a là rien de nouveau. C'est une expérience déjà faite dans d'autres pays.

Il ne s'agit pas non plus de l'"Eglise des pauvres", comme la propagande nous la présente... Elle ne l'est pas, car bien des prétendus "chrétiens révolutionnaires" - y compris quelques ministres - qui y appartiennent sont issus d'une couche sociale nettement bourgeoise (il suffit de parcourir les noms des signataires de la lettre au "Pape des chrétiens du Nicaragua", envoyée au pape Jean-Paul II en mars 1983 après sa visite au Nicaragua et publiée dans le journal "Nuevo Diario"). Ces hommes ont mauvaise conscience parce qu'ils n'ont rien ou presque rien fait pour les pauvres dans le passé. D'autre part, ils se soucient bien de maintenir les privilèges et les bons postes dont ils ont toujours joui dans la société. La guerre finie, les sandinistes vinrent les trouver et leur donnèrent - comme ils disent - la chance historique d'adhérer à la ligne révolutionnaire et démagogique du Parti. Ils peuvent bien proclamer maintenant aux quatre coins leur "choix" pour les pauvres et laver ainsi leur conscience, comme d'ailleurs ils avaient essayé de le faire par le passé, en donnant la traditionnelle - et stérile - "aumône" aux pauvres. Ce qui compte avant tout c'est qu'ils ont réussi à conserver leur pouvoir, leurs privilèges et même leur richesse. Ils ont, pour ainsi dire, "mis du foin dans leurs râteliers".

En ce qui concerne les prêtres, je voudrais dire ceci: les prêtres qui dirigent la prétendue "Eglise des pauvres" se présentent comme des prophètes au service du peuple pour la formation de l'homme nouveau. Bien des fois on les entend déclarer qu'ils veulent sauver l'Eglise et son avenir, spécialement en Amérique latine, et qu'ils seraient heureux d'être reconnus comme de nouveaux Las Casas, Da Victoria, Valdivieso, Hidalgo ou Morelos, quitte à être tenus pour des "prêtres politisés".

Par ailleurs, la soi-disant "Eglise des pauvres" n'est pas pauvre. Non seulement elle est du côté du pouvoir, mais encore elle a à sa disposition tous les moyens publicitaires correspondants. Sa propagande atteint le monde entier par des écrits bien imprimés et traduits dans de nombreuses langues. Des employés hautement qualifiés travaillent également dans ses paroisses.

Et, cependant, on doit dire que le peuple nicaraguayen, mis à part son profond "sensus fidei", n'aurait pas pour la véritable Eglise la confiance et la vénération qu'il lui témoigne, s'il ne savait pas par expérience directe et personnelle que les gouvernements qui s'emparent du pouvoir pour tomber ensuite, font beaucoup de promesses sans les tenir; qu'ils proclament la liberté, tout en opprimant; qu'ils se présentent comme la solution de tous les problèmes, mais ils exploitent le peuple et se succèdent les uns les autres sans interruption. L'Eglise, au contraire, reste toujours auprès du peuple; elle ne le trompe pas ni ne l'exploite: ni matériellement, ni idéologiquement. Elle l'aide - et non seulement sur le plan spirituel - et le défend contre toute forme d'aliénation et d'oppression. Ce peuple du Nicaragua sait que l'Eglise, qui sous Somoza était taxée de communisme et de

politisation, demeure toujours la même, étant maintenant qualifiée de réactionnaire, de bourgeoise et de contre-révolutionnaire. Et c'est toujours la même Eglise qui continue à le défendre aujourd'hui et à lutter pour les droits fondamentaux des Nicaraguayens en tant que citoyens et en tant que chrétiens. Peut-être est-ce la raison pour laquelle les chrétiens du Nicaragua, malgré toutes les attaques, les insultes et les calomnies que le gouvernement propage contre l'Eglise, croient de moins en moins dans le gouvernement et dans l'Eglise du peuple, et se pressent de plus en plus autour de leurs pasteurs et de leurs prêtres. Est-il possible que tout un peuple se trompe?

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441